

Les mensonges de Darcos : le faux argument de la baisse démographique

Depuis 2002, les gouvernements de droite ont déjà supprimé plus de 30 000 postes dans l'éducation nationale. Viendront s'y ajouter 11 200 suppressions à la rentrée 2008. A chaque fois, la droite justifie ces suppressions en invoquant une baisse massive des effectifs d'élèves dans les collèges et lycées. Ce n'est qu'un prétexte. La preuve : les suppressions touchent aussi fortement toutes les filières, y compris celles qui ont gagné des élèves comme l'enseignement professionnel (+ 20 000 élèves depuis 2002). Et **les suppressions de poste s'intensifient d'année en année alors qu'à l'inverse la baisse démographique ralentit**. Drôle de logique arithmétique. Par exemple dans le second degré à la rentrée 2008 il y aura 6 700 postes d'enseignants en moins pour une baisse attendue de 14 000 élèves. Cela veut dire que l'on supprime un poste à chaque fois qu'il y a 2 élèves en moins, ce qui est complètement disproportionné.

Une politique à courte vue

Cette politique est d'autant plus aberrante qu'elle est à très courte vue. Le boom démographique constaté dans le 1^{er} degré depuis 5 ans va en effet se répercuter sur le second degré. **Rien n'est prévu pour faire face à partir de 2010 à cette remontée des effectifs en collèges puis en lycées** puisque les postes ouverts aux concours de recrutement d'enseignants sont en chute libre (moins 50 % depuis 2002).

Des lycées sinistrés et des écoles primaires débordées

Dans ces conditions, non seulement de nombreuses options et filières disparaissent **mais les lycées vont aussi devoir rogner sur les horaires obligatoires et légaux faute d'heures disponibles**. Cela a conduit près de 80 % des conseils d'administration des lycées à voter contre les dotations horaires pour la rentrée 2008, ce qui n'était jamais arrivé dans de telles proportions.

Dans les écoles primaires et maternelles qui connaissent un afflux démographique, on ne crée qu'un poste pour 53 élèves en plus. C'est une nouvelle illustration de la fausseté de l'argument démographique invoqué par le gouvernement. Le taux d'encadrement est donc en chute libre dans les écoles. Dans les zones difficiles, l'accueil des enfants à 2 ans recule fortement. Cela place les communes concernées, souvent pauvres, dans des situations critiques car elles n'ont pas les dispositifs alternatifs de garde pour accueillir des centaines d'enfants refoulés par l'école publique.

A l'école aussi, la laïcité est en danger !

Alors que l'enseignement public connaît ces coupes sombres, **le ministère a décidé d'accorder des moyens supplémentaires (90 millions d'euros pour 2008) à l'enseignement confessionnel dans les banlieues**. C'est une rupture sans précédent avec le principe de parité dans le financement de l'enseignement public et de l'enseignement privé et une menace pour la laïcité scolaire elle-même. Cette priorité en faveur de l'enseignement privé s'inscrit dans le cadre du projet de reconfessionnalisation de la société défendu par Nicolas Sarkozy. Pour Sarkozy les religions ont vocation à accompagner le recul du service public en jouant un rôle social croissant. Ce projet passe par le dénigrement systématique du service public et de ses enseignants. Dans son discours de Latran en décembre 2007, le président a par exemple affirmé que *« dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur »*.

L'erreur du bac pro en trois ans

Aujourd'hui le bac professionnel est préparé en 4 ans après la 3ème : 2 ans pour le BEP puis 2 ans pour le bac pro en tant que tel. Pour les meilleurs élèves, un parcours aménagé en 3 ans a été expérimenté depuis quelques années. C'est ce parcours en trois ans que Darcos a décidé de généraliser pour tous les jeunes de l'enseignement professionnel, **en sabordant au passage le BEP**. Cette décision n'a aucun fondement pédagogique. Même l'inspection générale du ministère de l'éducation nationale a conclu dans un rapport de 2005 « **qu'une grande majorité d'élèves ne peut pas suivre un parcours vers un baccalauréat professionnel en trois ans au terme du collège et à ce titre ils ne doivent pas être oubliés** ». En dépit de ces mises en garde, Darcos a décidé de passer en force et multiplie les coups tordus. Il prétend par exemple qu'il ne ferait que reprendre une politique initiée par l'ancien ministre de l'enseignement professionnel Jean-Luc Mélenchon quand la gauche était au pouvoir en 2001. C'est un mensonge car Jean-Luc Mélenchon s'est toujours opposé au développement du bac pro en 3 ans et avait d'ailleurs empêché sa généralisation alors réclamée par le MEDEF.

Un désastre éducatif et social pour la jeunesse populaire

Il suffit de regarder la réalité des parcours des jeunes de l'enseignement professionnel pour comprendre l'erreur du bac pro en 3 ans. Plus d'un jeune diplômé de BEP sur deux n'arrive pas aujourd'hui à poursuivre en bac pro. Que vont-ils devenir avec la fin des BEP ? Et parmi ceux qui décrochent le bac pro, 20 % n'y arrivent qu'en 5 ans au lieu des 4 ans prévus. Ils y arriveront donc encore moins en 3 ans. **Des milliers de jeunes seront ainsi abandonnés par l'éducation nationale** et risquent de sortir de l'école sans qualification.

L'enseignement professionnel public est vital pour le pays

La réforme du bac pro en 3 ans ne vise qu'à accélérer la réduction des moyens destinés à l'enseignement professionnel. Déjà **depuis 2002, 53 lycées professionnels ont été fermés par les gouvernements de droite**, dont 7 rien que pour l'année 2007-2008. Pour poursuivre ces coupes, rien de tel que d'amputer d'un an la durée de formation. Dans ses audits officiels, le ministère des finances présente d'ailleurs le bac pro en trois ans comme un moyen d'économiser 8 500 postes de plus dans l'éducation nationale. La seule alternative prévue par la droite pour remplacer progressivement l'enseignement professionnel est d'**orienter les jeunes vers l'apprentissage privé en entreprise**. Sans tenir compte de la forte précarité de cette voie de formation : près d'un contrat d'apprentissage sur 4 est rompu avant terme. Sans tenir compte non plus de l'élévation rapide des niveaux de qualification requis. En rognant sur le temps de formation et sur les savoirs fondamentaux et transversaux, on va à rebours des besoins productifs du pays. Et on compromet l'émancipation sociale du plus grand nombre. Car **seul le service public peut garantir le droit à la qualification pour tous au plus haut niveau**.

PRENEZ CONTACT ! REJOIGNEZ-NOUS

Nom..... Prénom

Adresse

CP Ville

Tél E-mail

Je souhaite être informé(e) des activités de PRS Je souhaite adhérer à PRS Signature